

4 – CHARGES DÉDUCTIBLES

- Frais de véhicules (activité à domicile)

Déductibles pour leur montant réel avec justificatifs (factures). Utilisation du barème kilométrique carburant fourni par l'Administration fiscale pour le remboursement des frais de voiture (exclusivement réservée aux salariés et aux dirigeants salariés de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu).

- Frais mixtes

Les frais mixtes sont des dépenses engagées pour les besoins de l'entreprise, mais qui profitent également au chef d'entreprise ou à un associé. La partie personnelle de la dépense devra être retraitée du résultat. Les prélèvements en nature (produits de beauté...) seront à réintégrer.

- Vêtements professionnels

Les dépenses d'habillement constituent des frais professionnels si elles se rapportent à des vêtements spécifiques à la profession exercée ou qui, sans être à proprement parler spécifiques à cette profession, lui sont caractéristiques (exemple : les blouses, les gants, ... **BOI-RSA-BASE-30-50-30-40 § 90**)

- Frais de repas

Repas pris seul : déductibles, pour la part supérieure à 5,50 € et inférieure à 21,40 € (pour 2026), avec un plafond de 15,90 €.

Exemple : repas de 12,00 € :

- Déductible : 12,00 – 5,50 = 6,50 € (TTC)
- Non déductible : 5,50 €

repas de 25,00 € : part déductible : 21,40 – 5,50 = 15,90 €.

BOI-BIC-CHG-10-10-10 § 80

N.B. : Seuils revus chaque année

- Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) :

L'exonération de CFE s'applique aux artisans qui n'ont pas recours aux machines pour remplacer le savoir-faire, qui ne spéculent pas sur la matière première et dont leur activité est majoritairement un travail manuel. La demande est à réaliser via les imprimés 1447-C/1447-M et 1465-SD.

BOI-IF-CFE-10-30-10-90 & BOI-RES-000018

- Petit équipement :

Déduction immédiate en charges des matériels dont la valeur est inférieure à 500,00 € HT (chauffe-cires, appareil de massage...). Si valeur supérieure à 500,00 € HT : immobilisation avec déduction d'amortissements annuels (fauteuils, meubles, smartphone...).

ET AUSSI :

- La cotisation à un syndicat professionnel (CNAIB, CNEP), SNESED,
- Les fournitures administratives,
- La cotisation SACEM (si de la musique est diffusée dans le salon),
- Les frais de formation, etc...

Cotisations sociales :

base = (résultat + cotisations obligatoires + CSG déductible + Madelin et PER) x 74 %

Début d'activité : Base Forfaitaire les deux premières années d'activité = 19 % du Plafond Annuel SS (PASS 2026 = 48 060 €)

Montant proratisé pour un début d'activité en cours d'année 2026

- **Allocations Familiales : 0 %** sur les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de **0 % à 3,10 %** pour les revenus compris entre 110 % et 140 % du plafond SS, **3,10 %** au-delà.

- **CSG/CRDS : 9,7 %** (Part déductible fiscalement = 6,8 %).

- **Maladie - Maternité 1** : taux progressif de **0 % à 8,5 %** sur une progression de revenus compris entre 20 % du PASS jusqu'à des revenus égaux à 300 % du PASS.

Taux de **6,50 %** pour la part de revenus supérieurs à 3 PASS (144 180 €).

- **Maladie - Indemnités journalières 2** : taux de **0,5 %** dans la limite de 5 PASS (240 300 €)

- **Assurance Vieillesse :**

- **Retraite de base : 17,87 %** jusqu'à 48 060 € (1 PASS) et **0,72 %** au-delà

- **Retraite complémentaire : 8,1 %** dans la limite du plafond spécifique de 48 060 € et **9,1 %** de 48 060 € à 192 240 € (4 PASS).

- **Invalidité - Décès : 1,30 %** dans la limite de 48 060 € (1 PASS).

Pour un début d'activité au 01/01/2026	1ère année
Allocations Familiales*	- €
CSG-CRDS	886 €
- dont CSG déductible	621 €
CFP	139 €
Maladie - Maternité 1*	0 €
Maladie 2* (indemnités journalières)	96 €
Retraite de base*	1 632 €
Retraite complémentaire	740 €
Invalidité - Décès*	118 €
TOTAL	3 612 €
Total si exonération de début d'activité (ex-ACRE-ACCRES)	3 150 €

+ régularisation les années suivantes en fonction des revenus réels
*exonération de début d'activité possible

À noter que les premières cotisations sont calculées au prorata en fonction de la date de début d'activité,

Cotisations FACULTATIVES Loi Madelin :

- Prévoyance (pensez à la mutuelle)
- Retraite
- Perte d'emploi subie

A condition d'être à jour de ses cotisations obligatoires.

ESTHÉTICIEN

FICHE MÉTIER

Edition 2026



Rennes

8 pl du colombier
BP 40415
35004 RENNES Cedex

☎ 02 23 300 600

✉ contact@arcolib.fr

Paris

15 avenue Trudaine
75009 PARIS

(re)découvrez nos services + sur arcolib.fr



1 – FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

L'esthéticien(ne) est un professionnel proposant à sa clientèle des soins esthétiques autres que médicaux et paramédicaux, et des modelages esthétiques de confort sans finalité médicale.

Article 16-1 de la loi n°96-603 du 5 juillet 1996

L'activité est considérée comme artisanale si l'entreprise compte 10 salariés ou moins (activité commerciale en cas de dépassement).

Qualification professionnelle :

- Être titulaire de l'un des diplômes ou titres suivant : CAP, BP, BAC PRO, BTS ou brevet de maîtrise.

Exercice possible sans diplôme à condition de justifier d'au moins 3 ans de pratique professionnelle en tant que gérant d'institut, salarié ou professionnel indépendant de ce domaine d'activité.

- Stage de Préparation à l'Installation, d'une durée d'une semaine (stage rendu facultatif depuis la loi PACTE 2019), proposé par la Chambre des Métiers.

Particularités de la réglementation de l'activité:

- Normes relatives aux Établissements Recevant du Public (ERP) : sécurité incendie, extincteurs, accessibilité des locaux aux personnes handicapées...

- Normes d'hygiène : lavage des mains avec des produits adaptés, choix pour le matériel à usage unique, désinfection pour chaque client.

- Affichage des tarifs des soins les plus courants,

- Affichage obligatoire dédié au personnel (horaires de travail, convention collective, coordonnées de l'inspection ou du médecin du travail...),

- Interdiction de pratiquer des activités médicales,

- Expression « massage » réservée aux kinésithérapeutes, mais utilisation du terme « modelage » par exemple...

Formalités de création dépendant du choix du régime juridique :

- Entreprise Individuelle, société : dans un délai d'un mois suivant le début d'activité : effectuer l'immatriculation sur le site du Guichet unique. Celui-ci simplifie et centralise toutes les démarches administratives.

2 - FISCALITÉ

I - MICRO-BIC & RÉEL

* CA ANNUEL < 203 100 € pour les marchandises et < 83 600 € pour les prestations de services :

Micro-BIC avec application automatique d'un abattement forfaitaire pour frais professionnels de 71 % pour le chiffre d'affaires de vente et de 50 % pour les prestations de services.

Pour les entreprises nouvelles, le régime micro est applicable les deux premières années d'activité quel que soit le chiffre d'affaires de ces deux années (N-1 et N-2 = pas d'activité = 0 € de CA)



Si vos charges réelles (loyers, assurances, amortissements, etc...) sont supérieures à cet abattement ce régime n'est pas intéressant.

Formulaire à compléter : 2042-C-PRO en case micro BIC (5KO) pour le montant du chiffre d'affaires annuel brut hors taxe de l'entreprise.

En cas de +/- values réalisées en Micro-BIC : rubriques 5KX à 5KR



Le chiffre d'affaires de N est à ramener sur 365 jours en cas de début d'activité en cours d'année civile pour apprécier le bénéfice du régime micro-BIC en N+2.

* CA ANNUEL > 203 100 € pour les marchandises et > 83 600 € pour les prestations de services : Réel simplifié (option possible pour le réel normal).

Déclarations n°2031 et 2033 (réel simplifié) seront à produire (ou n°2031 et 2050 si option au réel normal ou si CA > 945 000 €).

BOI-BIC-DECLA-10-10-20

À noter que les options fiscales retenues à l'occasion d'une création d'entreprise doivent être indiquées sur la déclaration de création d'activité de l'entreprise (Guichet Unique). Si le professionnel n'est pas sûr, il est conseillé de cocher « Micro-BIC » puis d'opter, le cas échéant, au réel.

A compter du 1er janvier 2023, le délai d'option pour le régime réel est aligné sur la date limite de dépôt de la déclaration. Elle est reconduite tacitement, et renonciation dans les mêmes conditions.

Article 50-0 du CGI § 4.

Activités	Micro-BIC	Régime Réel Simplifié	Régime Réel Normal
Ventes de marchandises (VTE) Ex : vente crème	Recettes N-1 ou N-2 inférieures à 203 100 €	Recettes N-1 ou N-2 entre 203 100 € et 945 000 €	Recettes N-1 ou N-2 supérieures à 945 000 €
Prestations de services (PS) Ex : modelage, épilation	Recettes N-1 ou N-2 inférieures à 83 600 €	Recettes N-1 ou N-2 entre 83 600 € et 286 000 €	Recettes N-1 ou N-2 supérieures à 286 000 €

Si l'activité est mixte (vente de crèmes et épilations), le respect des seuils s'interprète comme suit :

Le CA global annuel ne doit pas excéder 203 100 € (Ventes de produits + soins) et, à l'intérieur de ce CA global, la partie afférente soins ne doit pas dépasser 83 600 € .

II - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Les soins et les ventes de produits sont soumis au taux de TVA de 20 % conformément au BOI-TVA-LIQ-30-20-10-10 au II-A § 90.

Il existe des franchises dans ce domaine d'activité. Un salon de beauté peut donc s'affilier auprès d'un groupe et promouvoir la marque et les produits liés à ce partenariat, chaque vente réalisée est soumise à une commission de la part du franchiseur. Cette commission est soumise au taux de TVA de 20 %.

Depuis le 1er janvier 2025, possibilité d'être en franchise en base de TVA dès lors que le chiffre d'affaires est inférieur à 85 000 € pour les ventes et 37 500 € pour les prestations de services.

Les seuils majorés sont fixés à 93 500 € (VTE) et 41 250 € (PS).

Les règles de dépassement de seuils ont également été revues :

- Si le seuil majoré est dépassé => assujettissement à la TVA dès la date de dépassement

- Si le seuil de base est dépassé => assujettissement à la TVA à compter du 1er janvier de l'année suivante

NB : Pour les entreprises nouvelles, la franchise est de droit la première année d'activité dès lors que le chiffre d'affaires limite de 93 500 € (VTE) et 41 250 € (PS) n'est pas atteint.

Option possible pour la TVA, valable 2 ans et reconduite tacitement, effet au 1er jour du mois de l'option. BOI-TVA-DECLA-40-10-20 § 240

* En cas d'achat ou de vente auprès d'un État membre de l'Union Européenne, il faut appliquer le mécanisme de la TVA intra communautaire.

3 – ARCOLIB, au service des entreprises

Grâce à votre adhésion annuelle, bénéficiez de plusieurs services :

- Avantages financiers pour vous (votre famille inclus) et vos salariés avec une centrale d'achat externalisée et un comité d'entreprise externalisé : **Dynabuy**



- Accompagnement comptable et fiscal (révision fiscale incluse)
- Cours et presse en ligne accessibles à un prix préférentiel pour vous, votre famille, vos salarié(e)s, vos associé(e)s



- L'ECF : ARCOLIB réalise, sur demande, un Examen de Conformité Fiscale pour limiter votre risque de contrôle fiscal, en lien avec votre expert-comptable le cas échéant. Cet examen consiste en l'analyse de pistes désignées par l'Administration fiscale...

Plus d'infos sur www.fisca-pass.fr



Et aussi de formations, de statistiques, l'accompagnement de votre association et de votre création d'activité...